

## Une histoire du CAK (1958-2010), par Guy Picolet

À présent plus que cinquantenaire, le Centre Alexandre-Koyré a une histoire institutionnelle moins linéaire et plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. Avant même d'avoir une histoire, il a déjà toute une préhistoire. La création en 1958 du « Centre de recherches d'histoire des sciences et des techniques » – sa dénomination d'origine – au sein de la VI<sup>e</sup> section (Sciences économiques et sociales) de l'École pratique des hautes études (EPHE), a certes constitué le point de départ institutionnel de ses activités (pièce jointe n°1). Mais cette création n'est intervenue qu'au terme d'un long processus, au cours duquel le philosophe et historien des sciences français d'origine russe **Alexandre Koyré** (1892-1964) a joué un rôle essentiel, ayant porté durant de longues années le projet d'instauration au sein de l'EPHE d'un centre d'études et d'enseignement de l'histoire des sciences, destiné à pallier une carence de l'université française.

Toute périodisation comporte en elle-même ses propres limites et insuffisances. Néanmoins, dans le cas du Centre Alexandre-Koyré, il est évident que les années 1983-1986 ont constitué une cassure et qu'il y a eu un avant et un après.

Avant, c'est plus d'un quart de siècle d'hébergement et de développement au 12 de la rue Colbert (Paris 2<sup>e</sup>), dans l'ancien Hôtel de Nevers, voisin de la Bibliothèque nationale qui n'était pas encore « de France ». En cet immeuble des Domaines chargé d'histoire, le Centre a travaillé pendant toutes ces années en étroite collaboration avec plusieurs autres piliers institutionnels de l'histoire des sciences, tant au plan national qu'international, tels que le **Centre international de synthèse (Fondation pour la science)**, les sièges de l'Académie internationale d'histoire des sciences, du Groupe français d'historiens des sciences et du Comité national d'histoire et de philosophie des sciences, les rédactions de la *Revue d'histoire des sciences* et de la *Revue de synthèse*, le secrétariat de l'Union internationale d'histoire et de philosophie des sciences, etc.



12, rue Colbert, 75002 Paris  
Ancien Hôtel de Nevers  
Demeure de la M<sup>re</sup> de Lambert en son hôtel  
De 1958 à 1986 le Centre Alexandre Koyré y a occupé le premier étage.  
(D'après un dessin de M. Albert Delorme)

Hôtel de Nevers, premier emplacement du CAK

Mais avant les années 1983-1986, c'est aussi une remarquable continuité dans la direction du Centre, puisque durant le premier quart de siècle de son existence, celui-ci n'a connu que deux directions successives : de 1958 à 1964 celle de son fondateur, Alexandre Koyré, secondé par **René Taton** (1915-2004) comme directeur adjoint et par **Pierre Costabel** (1912-1989) comme secrétaire général ; puis, de 1964 à 1983, après la mort de Koyré, celle de R. Taton avec P. Costabel pour adjoint.



Pierre Costabel et Alexandre Koyré lors du VIII<sup>e</sup> Congrès international d'histoire des sciences, Italie, 1956) - Archives A. Koyré, Centre Alexandre-Koyré



Vasily Pavlovich Zubov, Suzanne Colnort, Alexandre Koyré, Rosemarie Ferenczi, René Taton, Adolf P. Youschkevitch, à la Bibliothèque du Centre d'histoire des sciences et des techniques, Paris, années 1960

Cependant, la stabilité des lieux et des hommes ne signifie pas pour autant sclérose institutionnelle. Dès 1967, le Centre Alexandre-Koyré, qui jouait déjà un rôle prééminent dans l'essor et le développement de l'histoire des sciences en France, a pris l'initiative d'un premier regroupement de formations françaises travaillant dans la discipline. Son association avec le Centre de documentation d'histoire des techniques (EPHE-CNAM) dirigé par Maurice Daumas, donna naissance à l'équipe de recherche n° 56 du CNRS (ER 56) relevant de la section de Philosophie du Comité national, l'existence officielle de l'unité datant du début de 1968. R. Taton en assumait la responsabilité, de pair avec celle du Centre Alexandre-Koyré, qui constituait la principale composante de l'unité sous l'appellation de sous-équipe A. La même année, les deux formations d'origine furent rejointes par le Centre d'histoire de la médecine de l'Université René-Descartes Paris V récemment fondé par Pierre Huard, d'où la dénomination ultérieure de l'ER 56 : « Histoire des sciences exactes, histoire des techniques, histoire de la médecine ».

Onze ans plus tard, le Centre confirma son rôle de pôle fédérateur de l'histoire des sciences en France lors de la demande de transformation de l'ER 56 en groupe de recherche, avec le rattachement de trois nouvelles formations : le tout nouveau Centre d'histoire de l'astronomie de l'Observatoire de Paris dirigé par Jean-

Pierre Verdet et Jacques Lévy, le centre de recherche, Histoire des sciences et des mouvements d'idées de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), dirigé par **Jacques Roger** (1920-1990), et le centre de recherche, Histoire des idées cosmologiques de l'Université Paris X-Nanterre, dirigé par Jacques Merleau-Ponty. La constitution du GR 46 « Histoire des sciences et des techniques » fut officialisée en 1980, R. Taton étant confirmé comme responsable, tout en conservant par ailleurs ses fonctions de directeur du Centre.

Avec la retraite de R. Taton en 1983, s'est ouverte une période de turbulences et de changements qui allaient durablement impacter l'histoire du Centre. Ce fut d'abord la fin du cumul par une même personne de la direction du Centre et de celle du groupe de recherche. La première des responsabilités échet à J. Roger, responsable d'une des composantes du groupe et par ailleurs directeur du Centre international de synthèse depuis 1978. Il fut secondé dans sa tâche par deux directeurs adjoints, Pietro Redondi et surtout **Ernest Coumet** (1933-2003) qui, pendant deux décennies, joua un rôle essentiel dans la vie intellectuelle du Centre. Quant au GR 46, la responsabilité en fut confiée à Maurice Caveing, alors directeur scientifique adjoint au département des Sciences de l'homme et de la société du CNRS.

Surtout, du fait de la disparition des groupes de recherche décidée peu après par le CNRS et la décision de créer un laboratoire propre au sein de l'établissement – le futur LP 21 –, la plupart des membres de l'ancien GR 46 firent le choix d'entrer dans la nouvelle formation. De ce fait, le Centre Alexandre-Koyré, dont la principale tutelle, l'**École des hautes études en sciences sociales** (EHESS) (dénomination depuis 1975 de la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE qui avait gagné son autonomie) avait souhaité qu'il présente une demande d'unité associée, se retrouva non seulement à l'écart de la nouvelle unité propre en formation, mais surtout durablement réduit à la portion congrue, tant en terme de moyens matériels et financiers qu'en nombre de chercheurs et de personnels d'accompagnement de la recherche.

Un troisième changement majeur concerna les locaux. Du fait de l'exiguïté de ceux de l'Hôtel de Nevers, de leur vétusté et de leur relative inadaptation aux activités croissantes du Centre et des autres institutions qui l'occupaient, la question d'un relogement n'était pas nouvelle et, d'ailleurs, depuis près d'une dizaine d'années plusieurs projets de réimplantations avaient été étudiés, sans cependant aboutir. Mais elle passa subitement au premier plan des préoccupations lorsqu'à partir de la fin de 1981, l'affectataire du bâtiment, la Bibliothèque nationale, exigea que son locataire à titre précaire et gratuit, le Centre international de synthèse, et par voie de conséquence le Centre Alexandre-Koyré qu'il hébergeait, vident les lieux dans les plus brefs délais.



Pavillon Chevreul

Diverses actions et interventions retardèrent l'échéance, mais le déménagement s'avéra à terme inéluctable. Bien qu'une réimplantation conjointe des deux centres en un autre lieu ait d'abord été recherchée, la transformation du GR 46 en un laboratoire propre du CNRS tandis que le Centre Alexandre-Koyré faisait cavalier seul comme unité associée, aboutit à une relocalisation indépendante des deux

formations ainsi que, ultérieurement, du Centre international de synthèse. C'est ainsi qu'un des premiers actes du LP 21 fut de quitter les locaux de la rue Colbert en 1986 – ce qui consumma en quelque sorte la séparation physique avec le Centre Alexandre-Koyré –, pour se fixer d'abord au 4-6 rue des Bâtiments-industriels (Paris 11e), puis au début de 1988, au 49 rue Mirabeau (Paris 16e) et enfin, au début de 1992, au 27 de la rue Damesme (Paris 13e).

Quant au Centre Alexandre-Koyré, il fit l'objet d'une convention d'hébergement passée entre l'EHESS et le **Muséum national d'Histoire naturelle** (MNHN) les 20 octobre et 7 novembre 1986 (pièce jointe n°3), avec accord et soutien financier du CNRS qui préconisait alors le rapprochement avec les grands établissements de recherche. Mais cette convention ne se traduisit complètement dans les faits qu'en juin 1989, avec l'installation du Centre au 3<sup>e</sup> étage du Pavillon Chevreul du Muséum au 57 rue Cuvier (Paris 5e) et le dépôt de la plus grande partie de sa bibliothèque (pièce jointe n°4) à la Bibliothèque centrale du Muséum (pièce jointe n°4).

Parallèlement, après de longues et complexes négociations concernant le statut du Centre, celui-ci fut décidé au printemps 1988 sous la forme d'une unité mixte de recherche (UMR), mais réglé par une convention d'association signée seulement le 1er février 1990 (pièce jointe n°5) entre l'EHESS, le CNRS et le Muséum, avec effet rétroactif au 1er janvier 1988. Celle-ci portait création d'une UMR sous la tutelle des trois institutions signataires, son appellation étant désormais « Centre Alexandre Koyré – Histoire des sciences et des techniques », son numéro de code CNRS UMR 048, et son directeur J. Roger, bientôt remplacé par l'historien **Roger Chartier**, après la retraite du premier en décembre 1989.

Après cette période de grands changements, le Centre passa par une nouvelle période de stabilité institutionnelle jusqu'à 1997, marquée seulement par ses nouvelles contractualisations successives en 1992 et 1996 et, au plan intellectuel, par un intérêt plus marqué qu'auparavant pour les objets et les questions relevant de l'histoire au sens général du fait de l'impact des *science studies*, de même que, durant la période précédente, les questionnements relatifs aux sciences de la vie avaient reçu une forte impulsion sous la direction de J. Roger.

De son côté, le LP 21, renommé UPR 21 en 1988 et passé la même année sous la direction de **Jean Dhombres** à la retraite de M. Caveing, continua indépendamment ses activités et fut aussi régulièrement renouvelé en 1990 et 1994. Mais, suite à un désaccord avec la direction du CNRS sur la question de la poursuite de la bilocalisation de l'unité entre Paris et Nantes entamée en 1994 et à la perspective d'un non-renouvellement de l'équipe en tant qu'unité propre du CNRS à l'issue du quadriennal 1994-1997, des contacts furent pris à partir de l'automne 1996 avec la direction du Centre Alexandre-Koyré, en vue d'explorer les possibilités d'un rapprochement entre les deux unités. Et après la démission de J. Dhombres, l'assemblée générale de l'UPR 21 du 31 janvier 1997 entérina non seulement son remplacement par **Amy Dahan**, mais constata surtout qu'une majorité des chercheurs CNRS de l'unité avaient le désir de constituer un pôle commun avec le Centre Alexandre-Koyré, clairement adossé à la discipline Histoire, section principale de rattachement du Centre au Comité national. Dès lors, l'UPR 21 décida de ne pas solliciter son renouvellement et de poursuivre au contraire jusqu'à son terme le processus d'unification entamé avec le Centre, refermant ainsi la longue parenthèse ouverte au moment de la fin du GR 46.

C'est le 1<sup>er</sup> janvier 1998 qu'eut lieu la prise d'effet administrative du rapprochement de l'ex UPR 21 auprès du Centre Alexandre-Koyré (UMR 48). Comme par ailleurs, six chercheurs du Muséum venaient aussi quelques semaines plus tôt, dans le cadre de leur programme de recherche, d'être rattachés au Centre, celui-ci se trouva ainsi revivifié et redynamisé et prêt à entamer une nouvelle phase de développement et de rayonnement. Toujours sous la triple tutelle de l'EHESS, du CNRS et du Muséum et dirigé par R. Chartier, mais avec désormais **Dominique Pestre** comme co-directeur, le Centre avait à présent des effectifs sensiblement accrus et disposait de locaux à la fois au Pavillon Chevreul (administration et direction) et rue Damesme (secrétariat scientifique, bureaux des chercheurs et bibliothèque de travail provenant de l'ex UPR 21), l'essentiel des livres de la bibliothèque étant par ailleurs toujours déposé à la Bibliothèque centrale du

Muséum. Quelques mois plus tard, la création d'une filière d'enseignement « Étude des sciences et des techniques » dont le Centre était maître d'œuvre dans le cadre du DEA « Histoire et civilisations » de l'EHESS, fut un des premiers fruits de la nouvelle dynamique ainsi créée. Et celle-ci ne fut pas contrariée par la démission de R. Chartier en automne de la même année et par la nomination qui s'ensuivit de D. Pestre à la direction du Centre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, le seul autre changement immédiat étant le nouveau code 8560 désormais affecté à l'UMR.

Si le Centre n'a pas subi de véritable bouleversement institutionnel durant les années suivantes, étant régulièrement renouvelé dans le cadre des contrats quadriennaux successifs de l'EHESS avec le CNRS, il a cependant connu plusieurs changements notables. En premier lieu, son élargissement en 1997-1998 ainsi que l'accroissement et la complexité des tâches qui en découlèrent, motivèrent dès 1999 la création de deux postes de directeur adjoint, qui furent confiés à A. Dahan et à Jean-Marc Drouin. Autre conséquence de l'extension du personnel, un conseil de laboratoire en bonne et due forme fut constitué à partir de l'hiver 2001-2002. Par ailleurs, à la faveur de la réorganisation du Muséum en départements, le Centre, tout en conservant son statut d'UMR, devint en septembre 2002 une Unité scientifique du MNHN dans le département « **Hommes, natures, sociétés** » sous le code USM 0101, signe tangible à la fois de son implication accrue dans le domaine des sciences de la nature et de la vie, mais aussi du renforcement des liens noués depuis 1986 avec ce grand établissement scientifique.

Mais le Centre était devenu assez robuste pour s'engager simultanément dans d'autres voies de développement. Dès 2000, il avait inscrit parmi ses actions prioritaires l'expérimentation d'utilisation des ressources numériques en ligne pour la recherche en histoire des sciences. C'est ainsi qu'en 2002 fut créé en partenariat avec plusieurs institutions le pôle « Histoire des sciences et des techniques en ligne » (en abrégé HSTL), destiné à créer et à gérer une collection de plateformes Web de recherche en histoire des sciences et des techniques et à réaliser une bibliographie courante des études en histoire des sciences et des techniques en langue française. Ce pôle fut domicilié à la Cité des sciences et de l'industrie au Centre de recherches en histoire des sciences et des techniques (CRHST) dirigé par **Pietro Corsi**, équipe qui était devenue en 2000 l'UMR 2139 et qui collaborait déjà activement avec le Centre Alexandre-Koyré.

Cette collaboration prit un tour encore plus étroit dès l'année suivante, lorsque pour parer aux menaces de non-renouvellement du statut d'UMR du CRHST, les deux centres et le pôle HSTL décidèrent leur regroupement au sein d'une même UMR. La mise en œuvre administrative de l'opération s'avéra plus complexe et plus longue que prévue, mais l'intégration du CRHST et du pôle HSTL à l'UMR 8560 fut néanmoins effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 sous la dénomination de « Centre Alexandre Koyré - Centre de recherches en histoire des sciences et des techniques » (CAK-CRHST) et sous la direction de D. Pestre, un troisième poste de directeur adjoint étant par ailleurs créé pour P. Corsi.

Parmi les autres changements significatifs intervenus sous le mandat de D. Pestre, il faut encore signaler la mise en place en octobre 2005 de la Mention du Master Sciences sociales de l'EHESS intitulée « Histoire des sciences, technologies, sociétés », mention prise en charge et gérée par le Centre en association avec de nombreux partenaires et qui succédait à la filière « Études des sciences et des techniques » du DEA « Histoire et civilisations » de l'EHESS.

C'est sensiblement à la même époque que les principales tutelles du Centre désignèrent l'historienne de la psychologie et de la psychopathologie **Jacqueline Carroy** pour succéder à D. Pestre dans ses fonctions de directeur du Centre, dont il avait annoncé plusieurs mois auparavant son intention de démissionner. C'était non seulement la première femme à accéder à cette responsabilité, mais en même temps, à travers elle, l'affirmation éclatante que l'histoire des sciences de l'homme et plus spécialement celle du psychisme faisait

partie désormais des axes de recherche majeurs du Centre. Elle fut secondée par les mêmes directeurs adjoints que précédemment, deux d'entre eux, P. Corsi et J.-M. Drouin, étant cependant remplacés au cours de son mandat, le premier par Thérèse Charmasson à partir de 2006, le second par Donato Bergandi à partir de janvier 2009.

Les quatre années de la présidence de J. Carroy qui se sont déroulées dans le contexte délicat d'une vaste réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche, ont été marquées par l'extension significative des activités du Centre dans le domaine des ressources numériques en ligne, par le biais du pôle HSTL mais aussi par celui du « Centre national pour la numérisation de sources visuelles » (CN2SV) créé en 2006. Ce nouveau Centre de ressources numériques sur le thème « sources visuelles pour les sciences de l'homme », né d'une action commune du CNRS et de l'EHESS, fut en effet adossé dès l'origine à l'UMR 8560 et localisé au CRHST. Cela a ouvert la voie à plusieurs partenariats avec diverses institutions (Académie des sciences, Académie nationale de médecine, Société française d'histoire des sciences et des techniques, etc.) qui, vraisemblablement, en appelleront d'autres.



En somme, le Centre Alexandre-Koyré a toujours réussi jusqu'ici à s'adapter aux multiples changements institutionnels et évolutions de l'histoire des sciences et des techniques qui ont accompagné ses cinquante-deux premières années. C'est que, loin de rester isolé et cantonné dans sa sphère d'intervention initiale – essentiellement les sciences physico-mathématiques dans le monde occidental depuis la Renaissance –, il a au contraire constamment cherché à s'associer à d'autres équipes et à élargir son champ de recherche à d'autres thématiques, à d'autres civilisations et à d'autres périodes, en multipliant qui plus est les points de vue et les angles d'approche et en expérimentant sans cesse de nouvelles méthodes et techniques de recherche, sans exclusive et sans jamais renier sa propre histoire. De sorte qu'au moment où J. Carroy, qui n'a pas souhaité faire renouveler ni prolonger son mandat, passe le relais à **Jeanne Peiffer**, seule candidate à sa succession, cela laisse bien augurer de son avenir.

**Guy Picolet (CNRS, CAK), 2010**